



# Archives cantonales vaudoises

## *Rapport d'activité*

*2002*



Photographies de couverture  
et de la page 15 :

Olivier Rubin-Mazzara

ADRESSE : Archives cantonales vaudoises  
Rue de la Mouline 32  
1022 CHAVANNES-PRES-RENENS

TELEPHONE : National : 021 316 37 11  
International : + 41 21 316 37 11

FAX : National : 021 316 37 55  
International : + 41 21 316 37 55

E-MAIL : [info.acv@vd.ch](mailto:info.acv@vd.ch)

INTERNET : <http://www.dire.vd.ch/archives-cantoniales>

ACCES : - Transports publics : Métro-Ouest dès Lausanne-Flon  
(Centre-Ville) ou dès Renens-CFF, arrêt "Mouline".  
- Par la route : depuis le centre-ville, direction "Genève" ou  
"Université", route de Chavannes/route de la Maladière,  
rue du Léman (sous l'autoroute), rue de la Mouline.  
- Par l'autoroute : direction "Lausanne-Sud", sortie  
"Université/EPFL", direction "Sciences humaines",  
traverser le métro, direction "Chavannes/La Mouline".  
- Places de parc devant le bâtiment : s'inscrire à la  
réception.

HEURES D'OUVERTURE : Lundi, mardi, jeudi, vendredi : 9 h. 00 - 17 h. 00  
Mercredi : 14 h. 00 - 19 h. 00

FERMETURE ANNUELLE : Deux premières semaines de mars

SOCIETES AYANT  
LEUR SIEGE AUX ACV : Société vaudoise d'histoire et d'archéologie  
Cercle vaudois de généalogie

REDACTION DE LA PARTIE  
ADMINISTRATIVE : Christian Gilliéron

LECTORAT : Christian Gilliéron, Gilbert Coutaz et Olivier Conne  
Chavannes-près-Renens, 1'000 exemplaires

## **Introduction**

Les éléments forts de l'année 2002 ont été constitués par : la poursuite des travaux de transformation de la zone des locaux de stockage, en raison de nouvelles exigences climatiques ; l'évaluation de la politique d'archivage au travers de quatre sites pilotes, à la suite de l'adoption par le Conseil d'Etat, en août 2001, des directives sur la gestion des archives préparées par les ACV ; plusieurs changements dans le personnel ; l'ouverture d'un compte d'étude pour la densification des surfaces d'archives ; de nouveaux reports financiers en matière informatique ; la mise à jour du site internet. Les défis que doivent relever les ACV dans l'accueil et le traitement des fonds d'archives ont pu être tenus en grande partie grâce au recours à du personnel auxiliaire, sans que cela constitue une solution satisfaisante et à privilégier de manière durable.

### **1. Personnel**

#### **1.1. Personnel régulier**

Etat du personnel au 1<sup>er</sup> janvier 2003 :

Directeur :	Gilbert Coutaz
Adjoint du directeur :	Christian Gilliéron
Adjoint chargé des relations avec les communes :	Robert Pictet
Archivistes :	Olivier Conne Jérôme Guisolan Pierre-Yves Favez (80 %)
Photographe :	Olivier Rubin-Mazzara (75 %)
Relieuse-restauratrice :	Anne Bellanger (50 %)
Premières employées d'administration :	Corinne Brélaz Carole Laubscher
Employés de salle :	Daniel Cavin René Payot
Concierge :	Remo Marchello (Service immobilier et logistique)

Après 37 ans de service aux ACV, M. Michel Depoisier a fait valoir son droit à la retraite, au 31 mai 2002. Engagé comme secrétaire, le 1<sup>er</sup> avril 1965, il a terminé sa carrière en qualité d'archiviste A. La non-reconduction du poste de bibliothécaire, en 1973, l'a amené à s'occuper directement de la gestion de la bibliothèque de l'institution, avec l'aide de mandataires et de personnel temporaire ; ses compétences financières lui ont permis de s'occuper, aux côtés du directeur, du budget des ACV. Il a travaillé sous les directions de MM. Olivier Dessemontet (1964-1979), Jean-Pierre Chapuisat (1979-1995) et Gilbert Coutaz (1995-2002). Véritable mémoire de l'institution, il a beaucoup agi sur le développement des ACV, qui lui doivent beaucoup. La majeure partie des fonctions exercées par M. Depoisier a été reprise par son successeur, M. Jérôme Guisolan, docteur ès lettres de l'Université de Fribourg, entré en fonction le 1<sup>er</sup> septembre 2002 ; les parts

comptable et bibliothéconomique ont été redistribuées, respectivement entre Mme Corinne Brélaz et la mandataire chargée de la bibliothécaire, Mme Danielle Javet.

Désireux de s'orienter vers les technologies informatiques, M. Christophe Moratal, photographe des ACV depuis le 1<sup>er</sup> avril 1997, a quitté l'institution le 31 juillet 2002. Sous son action, le centre de reprographie a connu un grand essor, notamment par l'introduction de l'informatique et des techniques de numérisation. L'ensemble des sources microfilmées a été répertorié dans la base de données, de nombreux dossiers photographiques ont été réalisés, notamment pour animer le site internet et pour les expositions. M. Olivier Rubin-Mazzara a succédé à M. Moratal dès le 1<sup>er</sup> août 2002.

La démarche qualité conduite aux ACV pendant le premier semestre 2001, afin d'évaluer les procédures de fonctionnement de l'institution et de proposer des améliorations de celles-ci, a occasionné une réorganisation générale autour de pôles de compétences, réalisée au 1<sup>er</sup> septembre 2002. Dans le cadre de celle-ci, MM. Robert Pictet et Christian Gilliéron ont été nommés, respectivement, adjoint chargé des relations avec les communes et adjoint du directeur.

A la suite de l'arrivée d'un enfant, Mme Anne Bellanger, restauratrice, a souhaité diminuer son temps de travail. Mme Anne Cavallini-Fuhrer a repris une partie de son activité, le solde du temps de travail disponible étant attribué à Mme Danielle Javet, mandataire chargée de la bibliothèque.

Des problèmes de santé ont contraint Mme Corinne Brélaz à poursuivre une convalescence, de fin septembre à fin décembre 2002.

## **1.2. Personnel auxiliaire**

Six auxiliaires rétribués à l'heure par les ACV ont réalisé des travaux d'inventaire de fonds d'archives, de saisie informatique, de préservation/restauration et de bibliothéconomie :

- Mme Anne Cavallini-Fuhrer a remplacé Mme Anne Bellanger, restauratrice des ACV, lors du congé maternité puis du congé non-payé de celle-ci

- Mme Hélène Denebourg a créé de nombreuses fiches descriptives de fonds d'archives, pour la base de données des ACV, et participé à l'inventaire de versements du Registre foncier

- Mme Sandrine Fantys a rédigé des rapports sur plusieurs sous-sections médiévales et modernes des ACV : C XV, C XVI, Br et Bt (travail partiellement subventionné par la Confédération)

- Mme Danielle Javet a assumé la gestion de la bibliothèque (voir section 7.)

- M. Beda Kupper a poursuivi l'analyse et la saisie des inventaires des Archives communales du canton de Vaud, des origines à 1960 (projet *Panorama des Archives communales vaudoises*) ; le financement de son travail a été assuré par les ACV, alors que le projet bénéficie de subventions fédérale et cantonale en matière de protection de biens culturels

- M. Alexandre Pahud a repris et complété l'inventaire des parchemins médiévaux de l'important fonds de la famille de Cerjat (P Cerjat) (travail partiellement subventionné par la Confédération).

Trois auxiliaires rémunérés à l'heure par des tiers ont pu être employés pour différents travaux de sélection, de classement et d'inventaire d'archives (sans compter les personnes partiellement subventionnées par des tiers et mentionnées ci-dessus) :

- M. Philippe Barras a terminé la visite des 63 Justices de paix du canton, entamée en octobre 2001, afin d'y effectuer un tri systématique des documents à éliminer ou à verser aux ACV ; puis il a classé, inventorié et saisi dans la base de données tous les versements de ces offices ; cette opération, liée à la réforme de l'Ordre judiciaire était financée par le Secrétariat général de celui-ci

- M. Fabrice de Icco a succédé à Mme Lisane Lavanchy et poursuivi le classement et l'inventaire des archives de la famille de Blonay, déposées par lots successifs aux ACV pour classement et microfilmage ; ce travail est financé par la Fondation du château de Blonay (PP 637)

- Mme Stéphanie Knecht a corrigé et poursuivi l'inventaire du fonds du Château de Chillon, à l'aide d'un financement mis à disposition par l'Association pour le Château de Chillon (N 2).

Quatre auxiliaires payées à l'heure, Mmes Gisèle Gandillon, Gisèle Kokot, Isabella Marques et Ana Reyes de Sanchez ont secondé le concierge dans ses tâches d'entretien (budget du Service immobilier et logistique).

Dans le cadre de divers programmes d'emploi temporaire subventionné ou de réinsertion professionnelle, les ACV ont pu bénéficier de la collaboration de 6 personnes (dans certains cas, partiellement sur 2001 ou 2003), généralement pour des périodes de 6 mois :

- Mmes Suzy-Nelly Ciervo, Jacqueline Gobet, Eliane Joris et Chantal Leuba ont secondé les secrétaires et la bibliothécaire, et effectué des tâches de saisie informatique

- M. Luis Iglesias a réalisé des travaux de manutention, d'étiquetage et de conditionnement, M. François Manganel de manutention et de saisie informatique.

MM. Julien Clavel et Jean Fasel ont chacun effectué aux ACV une période de service civil de 120 jours, pendant laquelle ils ont effectué des travaux de tri, de classement et d'inventaire de fonds d'archives.

Dix personnes ont exécuté aux ACV des peines de 20 à 220 heures de travaux d'intérêt général (TIG), gérés par la Fondation vaudoise de patronage. Elles ont été employées à des travaux de classement, de manutention, d'étiquetage et de conditionnement.

Les ACV collaborent à la formation des apprentis assistants en information documentaire (AID) de la Bibliothèque cantonale et universitaire de Lausanne (BCU) en les recevant deux mois au cours de leur 2<sup>e</sup> année et 1,5 mois pendant leur 3<sup>e</sup> année, afin de leur fournir l'expérience professionnelle nécessaire à garantir leur polyvalence (l'apprentissage d'AID est commun aux domaines de la bibliothèque, de la documentation et de l'archivistique). A raison de deux personnes par volée, ce sont donc quatre apprentis de la BCU qui sont reçus chaque année par les ACV. En 2002, ce sont ainsi Mme Tiphaine Blatter et M. Florent Burkhardt qui ont effectué leur stage d'archivistique de 2<sup>e</sup> année (en janvier-février) et Mmes Véronique Mayor et Valérie Sugnaux celui de 3<sup>e</sup> année (de la mi-mars à la fin avril).

Six personnes, Mmes et MM. Sandra d'Angelo, Nicolas Bugnon, Raphaël Grolimund, Chantal Hostettler, Andréanne Quartier-la-Tente et Lionel Rhyn, ont suivi aux ACV, pendant six mois en moyenne, des stages professionnels en vue de leur admission à la Haute école de gestion de Genève - Département information et documentation, ou au Certificat de formation continue en information documentaire de l'Université de Genève. Suivant des programmes de travail individuels de difficulté croissante, elles ont collaboré aux différents travaux des ACV, principalement le classement des fonds et la création des instruments de recherche, puis rédigé seules de nombreux inventaires de fonds officiels et privés.

Sept personnes, Mme et MM. Kerry Barraud, Florie Basic, Laurent Emery, Boris Héritier, Muriel Hugli, Pablo Iriarte et Nathalie Paolini ont suivi des stages d'orientation professionnelle d'une semaine organisés en collaboration par les Archives de la Ville de Lausanne (2 jours), les Archives du Comité international olympique (1 jour) et les ACV (2 jours).

Trois personnes, Mme et MM. André Bréchon, Claude Nicod et Huguette Thomas ont offert bénévolement leurs services aux ACV, pour des travaux de restauration de documents, de classement et d'inventaire de fonds privés les concernant.

Il faut souligner à nouveau que le recours en nombre à du personnel auxiliaire et temporaire, auquel les ACV sont contraintes pour satisfaire la réception d'archives et tenter de traiter les arriérés, impose un important encadrement et une grande déperdition de forces en raison de la limitation des mandats. Il est à relever par ailleurs qu'une bonne part du financement des mandataires provient d'apports de l'Ordre judiciaire ou extérieurs à l'administration.

### **1.3. Formation permanente du personnel**

Outre différentes réunions ou visites auxquelles ils ont assisté, organisées notamment par l'Association des archivistes suisses (AAS), l'Association vaudoise des archivistes (AVA) ou le Forum des archivistes de Genève, les membres du personnel des ACV ont suivi les formations suivantes :

- M. Coutaz, un cours d'informatique (Antilope) et un séminaire sur la nouvelle loi sur l'information (dans le cadre duquel il a présenté le point de vue des Archives)
- M. Gilliéron, un séminaire sur la gestion du stress et un autre sur la nouvelle loi sur l'information
- Mme Laubscher, un séminaire sur la gestion du stress
- M. Pictet, deux cours d'informatique (Antilope et Access)
- M. Rubin-Mazzara, un cours d'informatique (PowerPoint).

## **2. Bâtiment et équipement**

La réouverture de la zone publique est intervenue le 7 janvier 2002, après trois mois de fermeture pour travaux, qui ont permis notamment la climatisation de la salle de lecture et de l'espace réaménagé destiné à la consultation des microfilms, le remplacement des tables de travail, l'amélioration de l'éclairage et l'installation de casiers dans le hall d'entrée.

Les travaux se sont poursuivis dans les locaux de stockage, afin de satisfaire aux nouvelles exigences climatiques. L'atelier de reprographie a été doté d'une nouvelle ventilation. L'installation des équipements de réglage et de contrôle de la ventilation a été terminée. L'ensemble de ces nouvelles installations a été mis en service en juin 2002, puis testé ; après quelques semaines d'ajustements, elles donnent entièrement satisfaction aux usagers et au personnel des ACV.

Le premier niveau et la cellule 211 ont été dotés d'un système d'alarme-eau.

Des problèmes d'étanchéité des toits plats du bâtiment sont apparus durant l'année. Ils ont fait l'objet de premières mesures, qui devront être complétées ces prochaines années, en fonction des disponibilités budgétaires.

Le local des plans a été équipé d'armoires de protection pour les plans hors-format.

L'étude menée en vue de la densification des surfaces d'archivage des ACV a débuté pratiquement le 3 décembre 2003. Elle a nécessité de nombreux contrôles chiffrés et une évaluation des besoins jusqu'en 2015.

### **3. Informatique**

L'année 2002 a été marquée par le gel des acquisitions, le remplacement des plus anciens ordinateurs, la création d'une nouvelle base de données et la refonte du site web des ACV.

Dans le cadre du renouvellement du parc de machines de l'Etat de Vaud, 16 PC, acquis en 1996 et 1997, ont été remplacés en février et décembre. En novembre, un nouveau scanner a été acquis pour suppléer un appareil défectueux.

A la suite des travaux d'aménagement du bâtiment des ACV, les mesures climatiques du bâtiment sont désormais effectuées et collectées par un mandataire externe. Pour le catalogage de la bibliothèque, la nouvelle version VTLS Client Virtua 36.3.2 a été implantée, en septembre.

Le projet *Panorama des Archives communales vaudoises* a nécessité la création et le développement d'une nouvelle base de données, intitulée PANORAMA, installée sur le SGBD (système de gestion de bases de données) BASIS-Plus. Cette base de données comprend trois tables liées entre elles : la table COMMUNE regroupe des renseignements historiographiques, statistiques, démographiques et géographiques sur toutes les communes vaudoises, la table INVENTAIRE réunit des informations sur les inventaires d'Archives communales qui ont été reproduits dans la table suivante, enfin la table DOCUMENT décrit les documents antérieurs à 1960 qui sont conservés par les Archives communales vaudoises. Les notices descriptives des documents (plus de 195'000) ont été indexées par une procédure automatique mise au point par les Archives de la Ville de Lausanne et les ACV dans le cadre du projet. Aucun lien n'a été établi, pour l'heure, entre cette base de données qui décrit des archives conservées par les communes et la base de données ACV, qui est un outil de gestion et un instrument de recherche pour les archives conservées par les ACV. La possibilité d'une recherche concomitante dans les deux bases de données est envisagée. Les

données collectées, entre 1998 et 2002, dans des fichiers Excel ont été consolidées dans une base de données Access avant d'être importées provisoirement dans le SGBD BASIS-Plus pour être à disposition des rédacteurs du livre sur les Archives communales vaudoises, qui sera publié à l'occasion du bicentenaire du Canton de Vaud. La mise en œuvre de cette nouvelle application (développements, installation, importation des données) a été effectuée en juillet et août. Elle a été entièrement financée par le projet *Panorama des Archives communales du canton de Vaud*. Après consolidation de l'indexation sur Access, les données du Panorama seront définitivement migrées dans le SGBD BASIS-Plus en été 2003.

En 2002, la base de données ACV a été enrichie de 5'371 (2'149) notices : 3'670 (1'534) décrivent des pièces ou des dossiers d'archives, 831 (260) des fonds, des collections ou des versements, 147 (122) des entrées d'archives, 682 (232) des documents microfilmés et 41 (1) d'autres objets. A la fin de l'année 2002, 87 % des fonds, versements et collections conservés aux ACV sont décrits dans la base de données.

Le site web des ACV a été entièrement remanié, actualisé et étoffé. Le site rénové (<http://www.dire.vd.ch/archives-cantoniales>), mis en œuvre par la webpublisher du Département des institutions et des relations extérieures, est en ligne depuis septembre.

Concernant l'archivage des documents électroniques, les résultats de l'étude lancée au niveau national par la Conférence des directrices et directeurs des Archives cantonales et des Archives fédérales, à laquelle les ACV ont participé activement, ont été publiés en mars 2003.

#### **4. Relations avec les producteurs d'archives**

##### **4.1. Relations avec l'administration cantonale**

110 visites ont été effectuées dans les services et offices de l'administration cantonale, ce qui égale presque le record de 2001 (118). Ce sont à nouveau l'Ordre judiciaire (41 visites, dont 36 à des Justices de paix dans le cadre de l'opération de tri systématique de leurs archives) et le Département de la santé et de l'action sociale (37 visites, dont 33 au Service de la santé publique) qui ont reçu le plus souvent les archivistes des ACV.

Un ensemble de directives sur la gestion des archives par les services de l'administration a été créé par les ACV, puis adopté par le Conseil d'Etat le 13 août 2001. Afin d'évaluer les conditions de leur mise en application, des projets-pilotes ont été définis, qui concernent les archives du Secrétariat général du Département de la santé et de l'action sociale (SG-DSAS), du Service de la santé publique (SSP) et du Service de l'emploi (SDE). Les travaux qui y ont été menés – ou qui n'ont pu l'être – afin de traiter les masses de documents conservés, d'élaborer des calendriers de conservation des archives (listes des documents à conserver, respectivement à éliminer, avec mention des délais) et d'organiser la gestion des archives courantes et intermédiaires, ont fait l'objet de rapports sectoriels. Les conclusions de ceux-ci, ainsi que de ceux consacrés aux opérations menées avec le Secrétariat général de l'Ordre judiciaire pour régler les problèmes des archives notariales (conservées par les ex-Tribunaux de district) et des archives des Justices de paix, ont été présentées par le directeur des ACV à la Conférence des chefs de service, le 26 septembre. Puis elles ont été rassemblées dans un Rapport sur la mise en place progressive de la politique d'archivage (septembre 2001-septembre 2002), rendu le 7 octobre.



Parmi les constats opérés figurent notamment ceux-ci : 1) manque flagrant de plans de classement et de calendriers de conservation dans les services producteurs d'archives ; 2) poids considérable des arriérés, qui hypothèquent l'introduction de nouvelles pratiques d'archivage ; 3) grands mouvements d'archives provoqués par les réorganisations de l'administration et de l'Ordre judiciaire, non pris en compte lors des décisions et qui n'ont pu être traités à satisfaction que lorsque les services producteurs ont pu financer l'engagement de personnel supplémentaire ad hoc ; 4) obligation de prévoir une augmentation prochaine des surfaces de conservation des ACV ; 5) nécessité d'une implication réelle des services producteurs dans la gestion de leurs archives, en collaboration avec les ACV ; 6) impossibilité de gérer les archives de façon satisfaisante sans prendre en compte cette problématique dès l'élaboration des documents ; 7) désignation obligatoire de préposés à la gestion des archives dans chaque service producteur, avec formation et soutien par les ACV ; 8) rédaction à entreprendre d'une loi sur les archives.

Au Service de l'emploi (SDE), la rédaction systématique de calendriers de conservation a été poursuivie et achevée. Toutes les unités du SDE en sont désormais pourvues et des préposés à la gestion des archives ont été désignés. Le local d'archives a été entièrement réorganisé, les procédures précisées. 70 m. de documents ont été versés aux ACV et 80 m. éliminés.

Au Service de la santé publique (SSP), le relevé et le classement d'un lot de 800 m. environ d'archives ont été opérés, par du personnel du SSP, puis par un mandataire, spécialiste de l'histoire de la médecine. 108 m. de documents ont été versés et 234 m. éliminés. Le recensement des archives des bureaux a été entrepris et la rédaction d'un calendrier de conservation devrait suivre.

Dans les deux cas (SDE et SSP), un important encadrement a été fourni par l'archiviste des ACV responsable des relations avec le service concerné (entre 10 et 29 % d'ETP [Equivalent Temps Plein]).

Au Secrétariat général du Département de la santé et de l'action sociale, le projet n'a pas pu dépasser le stade de l'énoncé des besoins (importantes masses à traiter). Il s'est heurté à la surcharge du personnel du service et aux mutations parmi son effectif. Des ressources supplémentaires n'ont pu être trouvées.

Dans le cadre de la réorganisation de l'Ordre judiciaire qui est en cours depuis plusieurs années, les 63 Justices de paix du canton sont en voie de regroupement en 8 ressorts. Vu la très grande quantité d'archives, remontant souvent à 1803, qu'elles conservaient, un plan d'action a été établi au début de 2001 afin de procéder sur place au tri de ces documents et de verser aux ACV, puis d'inventorier, tous ceux qui pouvaient l'être (le solde étant soit éliminé, soit transféré aux nouveaux sièges des Justices de paix). Une personne spécialement formée et encadrée par les ACV a été employée à ces tâches d'octobre 2001 à décembre 2002, grâce à un important financement de l'Ordre judiciaire. Au préalable, un calendrier de conservation des archives des Justices de paix avait été rédigé par les ACV, puis approuvé par le Tribunal cantonal.

Au terme de l'opération, 318 m. de documents judiciaires périmés ont été éliminés et 243 m. (4'500 registres environ) versés aux ACV. Ceux-ci, ainsi que 77 m. (1'300 registres) versés aux cours des années précédentes et en attente de classement, soit 320 m. au total (5'800 registres), ont tous été inventoriés en détail et sont ainsi accessibles à la consultation. Les ACV conservent dès lors un fonds de 775 m. (14'000 registres) en provenance des Justices de paix, entièrement inventorié (ce qui est indispensable pour faire face aux

nombreuses demandes de copies certifiées de ces documents, notamment dans le cadre d'affaires de successions ou de recherches sur des tutelles). L'investissement en temps a été estimé à 120 % d'ETP pour le Secrétariat général de l'Ordre judiciaire (SGOJ), essentiellement par l'engagement du mandataire, et à 22 % d'ETP pour l'archiviste des ACV.

La réussite de cette opération a incité le SGOJ et les ACV à en planifier d'identiques pour les archives des Offices d'instruction pénale (en 2003) et des Offices de poursuites et faillites (en 2004).

Du fait de la création de la Haute école pédagogique (HEP), les trois Ecoles normales et le Séminaire pédagogique de l'enseignement secondaire (SPES) ont cessé leurs activités. Ensuite de contacts suivis, toutes les archives de l'Ecole normale de Lausanne ont été versées aux ACV ou éliminées (à l'exception de quelques documents confiés temporairement à la HEP). Les visites à l'Ecole normale de Burier et au SPES devraient aboutir au même résultat dans le courant de 2003.

Du personnel auxiliaire a été mis par les ACV à la disposition de l'Office du personnel enseignant afin de terminer la reconstitution du fichier des maîtres primaires et secondaires, qui avait été dispersé et que les ACV souhaitent, à terme, conserver.

Les ACV ont été consultées par le Service de la population dans le cadre du projet, mené par celui-ci, de numériser intégralement le fichier de la Police des étrangers 1950-1988. Les documents originaux seront ensuite versés aux ACV. Les prises de vue intégreront déjà les cotes d'archivage définitives.

Les réflexions du groupe de travail constitué en 1998 par les ACV pour étudier la question de la gestion et de l'archivage des dossiers médicaux ont été publiées en 2002 dans la *Revue médicale de la Suisse romande*, 122, 2002. Une partie avait déjà été présentée lors de la matinée publique consacrée, le 9 mai 2001, aux résultats de l'étude sur l'eugénisme dans le canton de Vaud (1928-1980).

Les autres contacts avec les producteurs d'archives officielles ont essentiellement eu pour objet des conseils d'organisation et la préparation d'éliminations ou de versements.

Les ACV ont autorisé les services ou offices de l'administration cantonale et de l'Ordre judiciaire à éliminer 2'312 mètres linéaires d'archives dont le délai d'utilité administrative ou juridique était écoulé et dont l'intérêt historique ne justifiait pas le versement. Ce chiffre est le plus élevé à ce jour. Ces éliminations sont protocolées dans des bordereaux ad hoc.

Un séminaire de deux jours sur les principes et méthodes de classement a été donné à 16 personnes dans le cadre du Centre d'éducation permanente pour la fonction publique (CEP). Un séminaire de même nature, mais d'un seul jour et destiné aux cadres, est en préparation pour 2003.

## **4.2. Relations avec les communes**

La loi du 19 septembre 1978 sur les activités culturelles et le règlement du 6 octobre 1989 pour les Archives cantonales vaudoises, prévoient notamment que celles-ci ont pour mission de veiller à ce que les archives des communes ne courent pas le risque d'être détériorées, dilapidées ou perdues. Depuis plusieurs années, l'aide apportée par les ACV aux municipalités du canton a dû être réduite, dans le cadre des mesures d'économie de l'administration cantonale vaudoise ; elle continue cependant, essentiellement sous forme de conseils et d'assistance aux personnes en charge des archives.

En 2002, 43 (42) visites ont ainsi été effectuées, dans les 32 communes suivantes : Aigle, Apples, Aubonne, Avenches, Bex, Bursins, Champvent, Chexbres, Corsier, Cossonay, Denens, Denges, La Rogivue, La Sarraz, La Tour-de-Peilz, Leysin, Lully, Maraçon, Moiry, Montreux, Morrens, Moudon, Nyon, Ormont-Dessous, Oron-le-Châtel, Payerne, Renens, Rolle, Thierrens, Veytaux, Vuiteboeuf, Yvonand. Les inventaires réalisés sont mentionnés dans la section 6.5.

Ces visites avaient également pour but de rechercher et de copier des inventaires historiques d'archives communales, en lien avec le projet de publication en 2003, à l'occasion du bicentenaire de la création du canton, d'un *Panorama des Archives communales vaudoises* qui regroupera, sous forme d'une base de données, l'ensemble des informations contenues dans les inventaires d'archives communales, de 1300 à 1960 (voir section 6.5).

Deux archivistes des ACV ont participé à un groupe de travail mis sur pied par l'Association vaudoise des archivistes (AVA) et chargé de l'élaboration d'un plan de classement et calendrier de conservation-type pour les archives des établissements scolaires. Ce document a été publié par l'AVA et présenté au public concerné le 31 octobre, lors d'une Journée de travail de l'AVA consacrée à la gestion et l'exploitation des archives scolaires.

Une conférence sur la gestion des archives administratives a été présentée au Groupement des secrétaires municipaux de Lavaux, le 17 avril.

Le cours de paléographie de 3 séances donné par les ACV a été suivi par 20 personnes.

#### **4.3. Relations avec les particuliers et les institutions de droit privé**

Dans le cadre de la gestion des fonds privés ou para-administratifs, 49 (26) rencontres ont eu lieu avec des personnes physiques ou morales détentrices de fonds d'archives, en vue d'une donation ou d'un dépôt ou afin de les conseiller en matière de classement et de conservation. Il s'agit notamment de : M. Jan Alaoui à Saubraux, l'Association du Château de Chillon, M. André Biéler à Morges, M. Paul Blanc-van Gool à Lutry, M. Jaques Bonnard à Lausanne, M. Laurent Bridel à Corsier-sur-Lutry, le Château de Coppet, la famille de M. Jean-Pierre Chuard à Lausanne, la famille Duvillard à Tannay, l'Encyclopédie illustrée du Pays de Vaud à Lausanne, la Fédération suisse des sourds région romande (FSS-RR) à Lausanne, le Groupe romand d'accueil et d'action psychiatriques à Lausanne, M. Mathias-Charles Krafft à Lausanne, le home-résidence La Gracieuse à Lonay, M. Philibert Muret à Morges, le Musée des sciences et des arts à Sainte-Croix, l'Organisme médico-social vaudois à Lausanne, le Parti socialiste vaudois à Lausanne, M. Pierre Payot à Lausanne, Mme Anne-Marie Pizzo-Bordier à Bellerive (GE), la Société de Belles-Lettres à Lausanne, le Société vaudoise des mines et salines de Bex à Bévioux, Mme Eliane Stallybrass à Avully, les Transports publics du Chablais SA à Aigle, M. Claude Verdan à Lausanne et M. Michel Vauthey, à Payerne.

## **5. Accroissement des fonds d'archives**

### **5.1. Versements d'archives publiques**

69 (41) services ou offices de l'administration ou de l'Ordre judiciaire ont procédé à 70 (47) versements, totalisant 461 (410) mètres linéaires. Les principaux fournisseurs ont été l'Ordre judiciaire (245 m., essentiellement en provenance des Justices de paix), le Département de la santé et de l'action sociale (108 m. du Service de la santé publique) et le Département de l'économie (70 m. du Service de l'emploi). Au sujet de ces trois importants versements (ou séries de versements), voir la section 4.1.

Pour des questions de place, plusieurs fonds d'archives ont dû être acheminés vers le dépôt annexe loué par les ACV à l'avenue Florissant, à Renens. Les documents y demeurent entreposés sur les palettes qui ont servi à les transporter et ne peuvent donc pas être inventoriés. Leur consultation est de ce fait pratiquement impossible, pour plusieurs années.

Ont notamment procédé à des versements :

#### *Département de la sécurité et de l'environnement*

- Police cantonale : dossiers d'enquêtes, 1922-2000 (SB 132)

#### *Département de la formation et de la jeunesse*

- Ecole normale de Lausanne : solde des archives de l'Ecole jusqu'à sa dissolution, 1969-2002 (essentiellement 1990-2002) (SB 130)
- Commission d'éthique de la recherche clinique : protocoles et divers, 1973-1993 (SB 128)

#### *Département des institutions et des relations extérieures*

- Préfets : rapports sur l'inspection des communes, 2001 (SB 42)
- Notaires du canton de Vaud : onglets et registres de 2 notaires ayant cessé leurs fonctions, 1946-1990 (SB 109)
- Paroisse de Thierrens : archives de la Paroisse, 1763-1970 (SB 129)

#### *Département de la santé et de l'action sociale*

- Service de la santé publique : archives du Service, 1933-1995 (essentiellement 1960-1991) (SB 124)

#### *Département de l'économie*

- Service de l'emploi : archives du Service, 1930-1990 (SB 131)

#### *Département des infrastructures*

- Service des routes : lot d'archives anciennes, 1805-1920 (SB 135)

#### *Département des finances*

- Service cantonal de recherche et d'information statistiques : rapport divers (santé publique, logement, imposition, recensement des entreprises), 1975-1989 (SB 133)

#### *Ordre judiciaire*

- Tribunal des mineurs : sélection de dossiers des causes, 1966-1971 (SC 5)
- Justices de paix : archives de toutes les Justices de paix du canton, dès 1803 (parfois dès le 16<sup>e</sup> s.) et jusqu'en 1970 environ (SC divers)

#### *Communes :*

Des arrêtés du Conseil d'Etat des 22 janvier 1946, 10 avril 1959 et 13 août 2001 prévoient le versement aux ACV des anciens registres de notaires, de cours de justice et de consistoires, des anciens terriers et des plans cadastraux jusqu'à leur numérisation. En 2002, la commune de Thierrens a ainsi remis aux ACV la correspondance consistoriale 1771-1797 de sa paroisse.

## **5.2. Entrées d'archives privées et para-administratives**

Les entrées de fonds privés ou para-administratifs se sont inscrites dans la moyenne (élevée) de ces dernières années : 62 (71) entrées, concernant 44 fonds différents, dont 28 nouveaux, ont totalisé 201 (148) mètres linéaires.

Parmi ces entrées, il faut signaler notamment :

- un complément du fonds de la Société de Belles-Lettres de Lausanne (société d'étudiants) : actae, programmes de théâtrales, publications, chansonniers, photographies, etc., 1900-1995 (P Belles-Lettres)
- un complément du fonds du Parti socialiste vaudois : procès-verbaux des organes du parti et des commissions, correspondance du secrétariat, communiqués de presse, rapports de sessions, documents relatifs aux votations et élections, photographies, dossiers thématiques, 1920-1990 (essentiellement 1976-1990) (PP 225)
- un complément du fonds de l'Association vaudoise pour les droits de la femme : travaux sur les stéréotypes sexistes dans les manuels scolaires vaudois, études sur l'image de la femme, le droit matrimonial, etc., 1975-1987 (PP 314)
- un complément du fonds Jean-Pierre Chuard, journaliste et historien : articles, conférences, cours au Centre romand de formation des journalistes, travaux sur la Légion fidèle de Rovérea et la Révolution vaudoise, documentation historique, 1900-1992 (PP 533)
- des compléments du fonds de la famille Duvillard : études et arbres généalogiques, documentation sur la commune de Tannay, livres de comptes, cahiers de cours universitaires et recueils de principes notariaux 18e-19e s., récits relatifs à l'établissement de membres de la famille Duvillard en Argentine en 1888, photographies, etc., 1690-2000 (PP 539)
- un complément du fonds de la Compagnie de chemin de fer Montreux-Oberland bernois : extension de la ligne jusqu'à Interlaken, fourniture en électricité, documents divers relatifs aux sociétés Montreux-Glion, Glion-Naye, Territet-Glion, 1908-1988 (PP 738)

- des compléments du fonds de la Fondation pour le réarmement moral, à Caux : activités du Centre de conférences de Caux et activités en Suisse (conférences, discours, correspondance, communiqués de presse, listes de participants, rapports, publications, procès-verbaux, comptabilité, etc.), documents relatifs au palace de Caux, archives privées, documents sonores et visuels, 1889-1996 (PP 746)
- les archives personnelles d'Arnold van Muyden : correspondance, souvenirs d'Utrecht, Berlin et Lausanne, publications, photographies, 1886-1940 (PP 768)
- les archives de l'Association La Gentiane, maison de vacances unioniste aux Diablerets, destinée aux membres des Unions chrétiennes de jeunes filles, du Club Rambert, de la Fédération montagnarde unioniste : statuts, comptes, rapports des courses, photographies, etc., 1948-1980 (PP 769)
- les archives du Chemin de fer Rolle-Gimel : correspondance, rapports, documents comptables et techniques, etc., 1897-1938 (PP 770)
- les archives de la famille Bugnion : historique, armorial, généalogie, documents relatifs à la Banque et aux propriétés Bugnion, etc., 1770-2001 (PP 771)
- une collection de 600 étiquettes de boîtes, collerettes et imprimés divers en provenance de la fabrique de cigares J. Frossard & Co, 1900-1914 (PP 775)
- un terrier en faveur de la famille de Jutigninge, à cause de fiefs principalement rière Bex et Gryon, 1430-1432 (PP 779, cote de gestion Fc 293)
- les archives de la seigneurie de Bellerive : livres des propriétés, acquis et échanges, comptes, 1602-1786 (PP 780)
- les archives de l'Institut de perfectionnement, à Lausanne : documents administratifs et comptables, correspondance, rapports, cours, etc., 1971-2001 (PP 783)
- les archives de la famille Dubochet : 360 parchemins et 450 autres documents, 1432-1850 (PP 785)
- un fonds Charles Roth : fichiers, correspondance, documentation relatifs à la publication du cartulaire du Chapitre de Notre-Dame de Lausanne, 1940-1997 (PP 793)
- les archives de M. Laurent Bridel, professeur honoraire de géographie à l'Université de Lausanne : documents relatifs à son activité au Service de l'aménagement du territoire, à son enseignement à la Faculté des lettres et à ses recherches dans le cadre de la Faculté des sciences sociales et politiques, 1960-1999 (PP 796)
- les archives de l'Association suisse d'aide aux sourds démutés : procès-verbaux, rapports, correspondance, comptabilité, dossiers thématiques divers, etc., 1880-1992 (PP 799)
- deux volumes de plans et deux rentiers de la seigneurie de Berolle, tous datés de 1704, donnés par M. le Comte d'Haussonville, au château de Coppet (GB 19 d, GB 19 e, Fh 253, Fh 254).

La signature de la convention de donation des archives de la Fondation pour le réarmement moral, ainsi que de celle des archives du professeur Claude Verdan, chirurgien et fondateur du Musée de la main, ont fait l'objet de deux manifestations officielles aux ACV, respectivement les 27 février et 15 mars, en présence de M. Claude Ruey, conseiller d'Etat et chef du Département des institutions et des relations extérieures. La presse a rendu compte de ces deux événements.



MM. Claude Ruey et Cornelio Sommaruga, président de la  
Fondation CAUX Initiatives et Changement, et Pierre Spoerri



M. Claude Ruey, en compagnie de M. Claude Verdan

Rappelons enfin qu'aux termes d'un accord conclu avec la Fondation du château de Blonay, des lots successifs des très riches archives de la famille de Blonay sont déposés successivement et temporairement aux ACV, depuis juillet 1997, afin de permettre leur inventaire et leur microfilmage. Le suivi scientifique de cette opération est assuré conjointement par les ACV et par l'Institut d'histoire médiévale de l'Université de Lausanne, la Fondation prenant en charge le financement de l'inventaire (PP 637).

## **6. Classements d'archives et confection d'instruments de recherche**

123 (76) inventaires ou répertoires numériques nouveaux ont été réalisés ou achevés en 2002 : aucun (4) de fonds anciens, 76 (23) de versements officiels, 41 (33) de fonds para-administratifs ou privés, 1 (2) de fichiers ou collections et 5 (14) d'archives communales, totalisant 4'138 (7'103) pages. Il s'agit du 2<sup>e</sup> résultat le plus élevé dans les statistiques des ACV, après le record de 2001, année qui avait vu l'achèvement de trois très gros inventaires réalisés sur plusieurs années.

Pour les fonds officiels, un accent particulier a été mis sur les volumineux versements des Registres fonciers de district, sur ceux de la Police cantonale (y compris la Police de sûreté et l'Identité judiciaire) et sur d'anciens versements du Département de l'instruction publique et des cultes, en attente d'inventaire depuis près de 20 ans. Quant aux 43 répertoires numériques de Justices de paix réalisés en 2002 (15 autres suivront en 2003), ils l'ont été grâce à l'archiviste auxiliaire engagé sur le crédit mis à disposition par le Secrétariat général de l'Ordre judiciaire (voir section 4.1.).

En ce qui concerne les fonds privés, plusieurs fonds de la section P, donnés ou déposés depuis longtemps, ont enfin pu être dotés d'inventaires définitifs, notamment l'important fonds de la famille Bridel, celui de Belles-Lettres et ceux de l'historien Charles Gilliard et de l'architecte Jean-Pierre Vouga. Une première partie du remarquable fonds de Blonay (PP 637) dispose désormais d'un inventaire détaillé. Enfin, les archives du Montreux-Oberland Bernois (MOB) sont dorénavant accessibles, grâce à l'inventaire réalisé par les Archives de Montreux, contrôlé et complété aux ACV.

Une collection cotée P 1000 a été ouverte, afin de recueillir les documents isolés de provenance privée et de simplifier autant que possible la procédure d'entrée, de classement et de description les concernant.

Par ailleurs, 13 (26) inventaires ou répertoires numériques existants ont été remaniés et complétés, totalisant 373 (767) pages.

Lors de ces classements, 91 (279) mètres linéaires de documents ne présentant pas un intérêt historique suffisant pour justifier leur conservation ont été écartés, puis éliminés. Ces éliminations sont protocolées.

Dans le cadre de la collaboration organisée au cours de l'année académique 2001-2002 avec l'Institut d'histoire contemporaine de l'Université de Lausanne, des étudiants suivant le cours-atelier d'archivistique donné par M. Olivier Robert ont été accueillis aux ACV, au semestre d'été, pour y réaliser des inventaires complets ou partiels de plusieurs fonds d'archives, sous la direction de leur professeur et des archivistes.



## **6.1. Fonds anciens**

Pour faire suite aux analyses de la section C (parchemins et papiers) en général, puis de la sous-section C XX (communes vaudoises) déjà confiées à Mme Sandrine Fantys en 2000 et 2001, des rapports lui ont été demandés en 2002 sur les sous-sections C XV (seigneuries), C XVI (familles nobles), Br (affaires de communes) et Bt (affaires entre particuliers), toujours sous la direction de MM. Favez et Coutaz.

Les résultats de ces recherches ont été présentés dans le *Rapport d'activité 2001* des ACV, paru en juin 2002. Une version augmentée d'une présentation synoptique des sections médiévales, ainsi que d'une chronologie des travaux de classement des archives anciennes entre 1863 et 1928, a fait l'objet d'une brochure de 56 pages, publiée à part sous le titre *Un patrimoine exceptionnel et complexe aux Archives cantonales vaudoises : les archives médiévales*. Elle permet au lecteur intéressé par les très riches fonds médiévaux des ACV de mieux comprendre les rapports complexes entre ceux-ci.

Le fichier de concordance entre les "Nouveaux Titres" et les cotes actuelles de la collection des parchemin, qui était inachevé, a été contrôlé et complété à l'occasion de ces travaux.

## **6.2. Fonds officiels cantonaux**

Les versements officiels inventoriés en 2002 sont :

- K XII m 1108-1306 : Service des améliorations foncières : calques et plans communaux dressés dans le cadre des travaux d'améliorations foncières, 1865-1975 (essentiellement 1914-1971)
- K XIII 371 : Université de Lausanne : immatriculations et inscriptions aux cours, 1894-1945
- K XIII 372 : Service de l'enseignement secondaire : documents divers (plans d'études, programmes, règlements, notices historiques, etc.) relatifs aux établissements d'enseignement secondaire et secondaire supérieur, 1853-1985 ; documents relatifs à la Société vaudoise des maîtres secondaires, 1912-1977
- K XIII 373 : Service de l'enseignement primaire : dossiers divers (plans d'études, enquêtes, manuels, cours ménagers, constructions d'établissements, etc.), 1890-1960
- K XIII 375 : Bureau de l'enseignement privé : documents relatifs au contrôle de l'enseignement privé (procès-verbaux de la Commission consultative de l'enseignement privé, listes d'établissements, instituts et pensionnats, divers), 1936-1983
- S 3 : Service de l'enseignement secondaire : dossiers du service, 1942-1965
- S 44 : Service de l'aménagement du territoire : prononcés, procès-verbaux et documents divers de la Commission cantonale de recours en matière de police des constructions, 1911-1991
- S 109 : Service de la police administrative : dossiers d'établissements publics, rapports d'hygiène, contrôle de diverses professions, dossiers sur les cinémas, etc., 1934-1981
- S 138 : Police de sûreté : rapports journaliers et annuels, notes de service, divers, 1952-1975
- S 208 : Service de l'aménagement du territoire : correspondance, documentation, dossiers de cas particuliers, photographies, divers, 1902-1979

- S 210 : Ecole et stations agricoles de Grange-Verney (Moudon) : archives de l'Ecole, 1944-1990 ; bibliothèque, 1847-1992
- S 215 : Service de l'aménagement du territoire : dossiers communaux relatifs aux plans d'extension, 1942-1977
- S 228 ; SB 20 ; SB 21 ; SB 88 ; SB 93 ; SB 94 ; SB 120 : Registres fonciers des districts : registres cadastraux et autres documents des districts de Grandson, 1832-1966 ; de Lausanne, 1841-1970 ; d'Orbe, 1803-1980 ; de Vevey, 1887-1966 ; d'Echallens, 1831-1980 ; de Cossonay, 1840-1981 ; de Lavaux, 1807-1970
- SB 6 : Police de sûreté (Identité judiciaire) : sélection de fiches dactyloscopiques, 1919-1989 ; dossiers d'enquêtes concernant des incendies, 1930-1948 et 1966-1967
- SB 63 : Police cantonale : lois et ordres de service, dossiers de "grandes affaires", dossiers d'enquêtes, 1899-1984 ; dossiers d'affaires diverses, 1933-1945
- SB 73 : Police de sûreté (Identité judiciaire) : dossiers divers du service, 1865-1998
- SB 74 : Police de sûreté (Identité judiciaire) : photos-portraits de délinquants et criminels, 1878-1893 ; photographies du corps de la Police de sûreté, 1900-1997 ; photographies d'affaires diverses, 1942-1967
- SB 84 : Université de Lausanne : procès-verbaux des séances du Sénat et de la Commission universitaire, 1890-1952 ; correspondance du recteur, 1886-1929 ; registres divers de l'Académie, 1824-1890
- SB 100 : Police de sûreté : sélection de dossiers des renseignements généraux, 1920-1997
- SB 104 : Paroisse d'Assens : archives de la paroisse 1676-1995
- SB 113 : Service de l'économie et du tourisme : législation sur la police du commerce, examens professionnels et certificats de capacité des cafetiers, restaurateurs et hôteliers, 1903-1984
- SB 125 : Service de l'emploi : sélection de dossiers de demandeurs d'emploi des offices régionaux de placement, 1993-1998
- SB 132 : Police cantonale : dossiers d'enquêtes, 1922-2000
- SB 133 : Service cantonal de recherche et d'information statistiques : rapport divers (santé publique, logement, imposition, recensement des entreprises), 1975-1989
- SC 5 : Tribunal des mineurs : registres des jugements, 1942-1980 ; documents divers et sélection de dossiers d'affaires, 1930-1980
- SC 9 : Tribunal de district de Lausanne : registres des jugements pénaux, 1930-1965 ; registres et dossiers divers, 1844-1964
- SC 24 : Tribunal de district d'Aigle : registres des jugements civils et pénaux, 1911-1964
- S et SC divers : 43 Justices de paix : registres et documents divers, 16<sup>e</sup> s.-1970 (essentiellement 1803-1970).

### **6.3. Fonds privés et para-administratifs**

Parmi les nouveaux inventaires de fonds privés, il faut signaler en particulier :

- P Belles-Lettres : archives (actae, correspondance, photographies, etc.) de cette société d'étudiants de Lausanne, 1806-2000

- P Bridel : archives 1484-1978 de la famille Bridel, en particulier de la branche dite de Vevey-Bienne, relatives notamment au doyen (Philippe-Sirice) Bridel et à la maison d'édition Georges Bridel & Cie
- P Eglise anglaise : lot d'archives de la communauté anglicane de Lausanne, 1818-1988
- P Gilliard : publications, correspondance, fiches de dépouillement, dossiers, documentation de Charles Gilliard, historien, professeur d'histoire à l'Université de Lausanne, 50 av. J.-C.-1959
- P Gilliard-Malherbe : archives des familles Jordan et Malherbe (toutes deux de Chavornay et établie à Goumoens-la-Ville), Gilliard (de Fiez) et alliées, 1612-1877
- P Muyden et PP 768 : correspondance et autres archives d'Arnold van Muyden, juriste et historien, 1807-1934 et 1418-1997 (en deux lots)
- P Vouga : archives 1914-2000 de Jean-Pierre Vouga, architecte, professeur à l'UNIL et à l'EPFL, architecte cantonal vaudois de 1960 à 1972
- PP 127 : Paroisse catholique de Bottens : archives et bibliothèque de la paroisse, 1585-1959
- PP 539 : Duvillard (famille) : archives 1330-2002 de cette famille, établie sur La Côte, notamment à Tannay, et qui émigra en Argentine à la fin du 19<sup>e</sup> s.
- PP 545 : Guiguer de Prangins (Louis-François) : journal (7 volumes) du seigneur de Prangins, contrat de mariage et inventaire du domaine, 1771-1787
- PP 598 : Cornaz et frères : archives de la famille Cornaz, de Faoug, concernant principalement le domaine agricole et le commerce de chevaux et bovins, 1492-1937
- PP 637 : Blonay (famille de) : premier lot, 12<sup>e</sup>-20<sup>e</sup> s., des archives de la famille de Blonay, remis en dépôt aux ACV pour y être inventorié et microfilmé (les documents sont ensuite restitués à la famille)
- PP 641 : Mestrezat (famille) : archives 1567-1969 de cette famille, originaire de Vérone et du Pays de Gex, établie notamment à Vevey ; en particulier, correspondance du "Major" Jaques-Justin-Benjamin Mestrezat (1712-1778)
- PP 738 : Montreux-Oberland Bernois (groupe) : archives du chemin de fer MOB et des entreprises associées (notamment les chemins de fer et funiculaires Clarens-Blonay-Chamby, Montreux-Glion-Naye, Les Avants-Sonloup, Territet-Glion, Territet-Mont-Fleuri, Vevey-Chardonne-Mont-Pèlerin), 1881-1989 (inventaire de 378 p., pour 151 mètres linéaires de documents)
- PP 754 : Vionnet (Paul) : documentation relative aux mises sous régie de communes, 1823-1854
- PP 759 : Sulser (Christian) : textes d'émissions de radio (en particulier billets d'actualité), dossiers et autres documents donnés par Christian Sulser, chef des Actualités internationales à la Radio suisse romande, 1957-2001
- PP 760 : Société d'étudiants Helvétia, Section vaudoise : archives 1887-2001 des Helvétiens actifs et des Anciens Helvétiens (complément du fonds P Helvétia)
- PP 775 : J. Frossard & Co. : collection de 600 étiquettes de boîtes, collerettes et imprimés divers en provenance de cette fabrique de cigares, 1900-1914
- PP 780 : Bellerive (Seigneurie de) : livre des propriétés, acquis et échanges, comptes de la seigneurie, 1602-1786
- PP 782 : Saint-Prex (commune) : 16 documents originaux concernant la Confrérie du Saint-Esprit de Saint-Prex, ainsi que transcriptions, 1348-1547.

#### **6.4. Fichiers et instruments de recherche divers**

La section ZC, qui rassemble les anciens fichiers de dépouillement manuels, microfilmés afin de pouvoir les mettre à disposition du public, a été dotée d'une introduction.

Le fichier de concordance entre les "Nouveaux Titres" et les cotes actuelles de la collection de parchemin a été contrôlé et complété (voir section 6.1.).

Les chiffres concernant la base de données informatique figurent dans la section 3.

#### **6.5. Inventaires d'archives communales**

Les ACV s'efforcent de réunir un exemplaire de tous les inventaires (ou autres instruments de recherche) des Archives communales vaudoises, qu'elles conservent dans leur sous-section Ai. Il s'agit soit de copies d'inventaires historiques, soit d'inventaires réalisés par les archivistes communaux ou d'autres personnes mandatées par les communes (avec ou sans l'aide des ACV), soit encore d'inventaires réalisés directement par les ACV lors de leurs visites dans les communes.

Le projet de publication en 2003, à l'occasion du bicentenaire de la création du canton, d'un *Panorama des Archives communales vaudoises*, qui regroupera, sous forme d'une base de données, l'ensemble des informations contenues dans les inventaires d'archives communales, des origines à 1960, s'est poursuivi en 2002 : saisie des données, indexation, établissement des fiches de signalement, recherches d'informations. Il est prévu, en 2003, de mettre cette base de données à disposition des chercheurs sur un site internet. Les travaux de rédaction du livre qui l'accompagnera ont été en grande partie réalisés. Les ACV assurent la coordination de toute la démarche, en collaboration avec l'Association vaudoise des archivistes.

Dans le cadre de ce projet, de nombreuses visites ont eu lieu auprès des communes du canton afin d'y rechercher des inventaires historiques ou, pour les communes dépourvues d'inventaires, d'y dresser la liste des documents qu'elles conservent (sans classement ni conditionnement de ceux-ci). C'est ainsi qu'en 2002, 429 nouvelles mentions d'inventaires communaux ont pu être inscrites dans le répertoire Ai, qui les recense, et 281 copies d'inventaires jointes à cette collection. Cette vaste collecte d'informations est dès lors pratiquement terminée. Par ailleurs, 5 nouveaux inventaires ont été réalisés aux ACV, concernant les communes d'Avenches, Bursins, Jongny, Maraçon et Yvonand.

Egalement en relation avec le projet *Panorama*, les sections et sous-sections comportant des documents de caractère communal ou provenant des communes (P communes, P, PP et Br) ont été examinées en détail. Des incohérences de classement et de distribution des documents ont été relevées et devront être corrigées ces prochaines années.

### **7. Bibliothèque**

Cette prestation importante est depuis longtemps gérée avec des moyens de fortune, le poste qui serait nécessaire faisant défaut. Une bibliothécaire diplômée rémunérée à l'heure, Mme Danielle Javet, effectue le catalogage des nouveautés et, dans la mesure du possible, le recatalogage des brochures et ouvrages anciens non encore saisis dans le réseau, à un taux d'activité habituellement inférieur à 30 %. L'accroissement momentané de son mandat

(50 % depuis le 1<sup>er</sup> mai 2002, en compensation de la réduction temporaire du taux d'activité de la restauratrice) a permis de progresser dans le traitement des brochures, dont la fin devrait intervenir dans le courant de l'année 2003.

Par ailleurs, le périmètre d'intervention de la bibliothèque a été reconsidéré à la suite du départ à la retraite de M. Michel Depoisier, archiviste, qui consacrait une part de son temps à celle-ci. Il a fait l'objet d'un rapport spécifique établi par Mme Javet et M. Coutaz<sup>1</sup>. Les efforts seront désormais concentrés et viseront à développer des centres d'excellence, en particulier dans les mémoires de licence, les monographies communales vaudoises, les ouvrages de généalogie et d'héraldique.

371 ouvrages ont été acquis ou reçus en 2002. Ne sont pas compris dans ces chiffres les échanges de la Société vaudoise d'histoire et d'archéologie, qui profitent en grande partie aux ACV, où la Société a son siège. 312 brochures anciennes ont été recatégorisées.

Les ACV ont participé à l'enquête nationale sur les imprimés avant 1900 dans les fonds d'archives et la bibliothèque. Le rapport sera rendu en 2003<sup>2</sup>.

## **8. Documentation et collections**

La section Documentation (classements biographique, géographique et thématique) est toujours fermée, faute de pouvoir disposer du personnel compétent pour la gérer.

La collection des dossiers généalogiques, qui rassemble des travaux généalogiques dispersés et non publiés, est régulièrement alimentée. En 2002, 5 (10) nouveaux dossiers ont été confectionnés, pour les familles Jaquier (Goumoens-la-Ville), Malherbe (Chavornay), Riond (Ogens), Rochat (Bavois) et Wulliamoz (Pomy). 1 (6) autre dossier a été complété.

Depuis 1952, les ACV tiennent à jour un fichier héraldique, avec la collaboration des héraldistes professionnels vaudois. Les nouvelles créations sont enregistrées et contrôlées gratuitement, puis transmises sur abonnement aux héraldistes qui souhaitent compléter leur propre documentation. En 2002, 5 (3) nouvelles armoiries ont ainsi été enregistrées, pour les familles Cornet (Yvorne), Hunacek (Yvorne), Kohli (Yvorne), Mottier (Ormont-Dessous, variante) et Perret (Yvorne). Par ailleurs, des conseils ont été donnés pour les armoiries de la nouvelle commune de Maraçon, issue de la fusion de Maraçon et La Rogivue.

## **9. Préservation, conservation et restauration**

Au terme d'un congé maternité, la restauratrice des ACV, Mme Bellanger, a repris son activité à temps partiel. Elle est secondée par Mme Anne Cavallini-Fuhrer, engagée sur mandat pour reprendre le temps libéré.

La restauratrice et sa remplaçante se sont consacrées en priorité à la poursuite de la réalisation du nouveau conditionnement des cartes et plans. Ceux dont le format est inférieur ou égal à A0 sont nettoyés à sec, sommairement réparés si nécessaire, mis dans des enveloppes non-acides coupées sur mesure, et déposés à plat dans des cartables de grand format placés dans les tiroirs des meubles à plans. Les documents en mauvais état sont préalablement recouverts de mylar D. Quant aux cartes et plans hors-format, leur nouveau conditionnement, selon le concept original développé par les ACV, a été poursuivi : ils sont installés en larges rouleaux suspendus le long des murs des dépôts, à l'aide d'un matériel ad

---

<sup>1</sup> Voir Instruction interne ACV 9 / Annexe 1 : La bibliothèque des Archives cantonales vaudoises : quel avenir ?

<sup>2</sup> Voir site du Répertoire des fonds imprimés anciens de Suisse, <http://www.hhch.unizh.ch>

hoc. Au fur et à mesure de ces opérations, les caractéristiques et l'état sanitaire de tous ces documents sont relevés et saisis informatiquement.

Outre les travaux ordinaires (reliure, entretien et réparation courante de livres et documents anciens, confection de matériel de protection sur mesure, démontage et remontage de documents en vue de leur microfilmage, évaluation des fonds entrants et supervision de leur conditionnement, etc.), la restauratrice et sa remplaçante sont intervenues pour conseiller des services de l'administration cantonale en matière de conservation de leurs archives, ainsi qu'une commune, à la suite d'une inondation dans un de ses locaux de conservation. Elles ont également créé du matériel d'information pour les lecteurs, des éléments de signalétique pour le hall, la salle de lecture et la bibliothèque, assuré le montage de l'exposition *Un bâtiment en mutation*, présentée dans le hall des ACV.

La restauratrice a assisté le mandataire engagé pour le développement d'un concept d'ensemble des mises "hors consultation" des documents en mauvais état de conservation (procédure de repérage et de sélection, critères de décision, remplacement par des microfilms ou copies).

Elle a participé aux tests et réglages des nouveaux thermo-hygrographes installés dans le cadre de la réfection complète du système de chauffage, ventilation et conditionnement d'air des ACV.

Elle a encadré un stagiaire placé à temps partiel dans son atelier, dans le cadre d'un programme de réinsertion professionnelle.

Un plan de prévention, d'intervention et d'évacuation des ACV a été réalisé en 2001, avec l'aide d'une mandataire et la participation active de la restauratrice, du photographe et du concierge. En 2002, les aspects pratiques de ce plan ont été vérifiés et certaines procédures testées. Du matériel destiné aux interventions a été acquis et rassemblé dans une armoire installée dans le hall d'arrivée des documents.

La protection des documents a requis l'utilisation de 1'902 cartons ou boîtes d'archives non acides (sans réserve alcaline) et de 19'520 enveloppes non acides (avec réserve alcaline). 117 cartons ou boîtes et 280 enveloppes ont été fournis aux communes et à quelques institutions, au prix coûtant.

58 volumes de la bibliothèque, dont 16 volumes de mémoires de licence, ont été réparés ou reliés par un atelier privé.

## **10. Microfilmage et reprographie**

Cette prestation, assurée par le photographe des ACV, consiste prioritairement en mesures de sécurité pour les documents d'archives, par le microfilmage, la photographie ou, depuis peu, la numérisation. Les techniques informatiques sont en effet de plus en plus présentes dans les activités du photographe, qui peut ainsi mettre en œuvre des solutions nouvelles de traitement, de stockage et de diffusion des documents. La présence, depuis quelques années, de supports sonores et filmiques parmi les fonds d'archives reçus par les ACV, nécessite également l'intervention du photographe.

La réalisation de toutes les reproductions commandées par les usagers est confiée depuis 1998 à un photographe privé agréé par les ACV. Cette mesure découle de la réduction de 100 % à 75 % de la fonction du photographe des ACV, intervenue en 1997.

Désireux de réorienter sa carrière, M. Christophe Moratal, photographe des ACV depuis le 1<sup>er</sup> avril 1997, a quitté celles-ci à fin juillet. Il a été remplacé, dès le 1<sup>er</sup> août, par M. Olivier Rubin-Mazzara.

Le photographe a réalisé 43 bobines de microfilms de sécurité 35 mm, représentant 17'550 prises de vue, notamment des registres d'annonces de mariages et d'autres registres de l'état civil, de l'Inventaire Blanc (documents des époques médiévale et bernoise) et d'inventaires d'archives communales anciennes. Des copies de ces microfilms de sécurité sont systématiquement établies et tous les originaux placés dans la chambre froide du Dépôt et abri de biens culturels (DABC) de Lucens.

L'atelier protégé de la Maison des Chavannes (Fondation Eben-Hézer) a réalisé 42 microfilms 16 mm (98'581 prises de vue), principalement du fichier du fichier des mariages, de copie-lettres de préfets du 19<sup>e</sup> s. et de copie-lettres de la Chancellerie du début du 20<sup>e</sup> s. Les microfilms originaux font également l'objet de copies.

106 microfilms originaux prêtés par les Archives communales de Vevey et concernant les terriers de cette commune, sont en cours de duplication aux ACV, afin de compléter par ce biais la collection, en principe intégrale, des registres de reconnaissances vaudois qu'elles conservent.

51 films 24x36 mm et 4x5 inches, ainsi que 271 tirages photographiques ont été réalisés pour les besoins internes des ACV, notamment pour l'atelier de restauration, les vitrines d'exposition du hall d'entrée, les présentations Powerpoint des ACV et de leurs activités, le Rapport annuel et diverses autres publications.

M. Moratal a réalisé un reportage photographique sur les travaux entrepris aux ACV d'octobre à décembre 2001. Un certain nombre de ces documents ont été exposées dans le hall des ACV en 2002, sous l'intitulé *Un bâtiment en mutation*.

Dans le cadre du projet *Panorama des Archives communales*, M. Rubin-Mazzara est allé photographier des documents et d'autres objets patrimoniaux conservés par les Archives des communes, afin d'illustrer les publications qui sont en préparation à l'occasion de la célébration du Bicentenaire du canton de Vaud.

Une opération de numérisation systématique des collections de négatifs développés par les ACV a été entamée, afin de faciliter la gestion de ces très nombreux documents isolés.

682 nouvelles fiches informatiques détaillées décrivant les microfilms réalisés ont été saisies dans la base de données des ACV.

21 CD ont été gravés, pour diverses illustrations de publications ou pour des motifs de sauvegarde.

Les informations concernant la reproduction de documents pour les usagers des ACV figurent dans la section 11.4.

## **11. Consultation et utilisation des archives**

La salle de lecture des ACV, fermée au public d'octobre à décembre 2001 afin d'être entièrement réaménagée, a été réouverte le 7 janvier 2002. Son équipement de climatisation a été mis en fonction en juin et, après une période de tests et d'ajustements, donne dorénavant satisfaction aux usagers et au personnel des ACV. Le nouveau mobilier, doté de lampes individuelles, paraît être apprécié.

Le nouveau règlement de la salle de lecture est entré en vigueur à la réouverture de la salle, ainsi qu'une adaptation de celui relatif aux émoluments, comprenant des hausses de tarifs. Les réactions à celles-ci ont été rares, les montants demandés s'inscrivant dans la moyenne des Archives suisses. Le nouveau *Guide de l'utilisateur*, présentant en 20 pages les ACV, leurs fonds et les instruments de recherche, et fournissant toutes les informations pratiques nécessaires à la consultation, s'avère utile et a été largement distribué.

### **11.1. Usagers individuels**

Le nombre total des consultations s'est élevé à 6'238 (4'742 en 2001, mais avec trois mois de fermeture), soit environ 10 % de plus que la moyenne annuelle depuis 1995, par 1'806 (1'727) personnes différentes : 5'256 (3'853) séances de travail en salle de lecture ont été effectuées par 1'077 (881) lecteurs, 432 (431) réponses scientifiques ont été fournies par écrit et 550 (458) par téléphone.

#### Profession des usagers 2002 (en salle de lecture uniquement) :

	2002	2002	2001	2000
a) écolier, gymnasien	2,5			
b) étudiant	18,9			
c) retraité	26,8	48,2	45,3	42,6
d) archéologue, historien, historien de l'art (sauf enseignant)	8,1			
e) architecte, dessinateur-architecte, urbaniste	3,1			
f) archiviste, bibliothécaire, conservateur, documentaliste	3,1			
g) enseignant, professeur	7,5			
h) géographe, géologue	0,7			
i) journaliste, écrivain	1,7	24,2	25,8	26,1
j) agriculteur, viticulteur	1,7			
k) artisan, commerçant, travailleur indépendant	3,2			
l) cadre moyen	3,0			
m) cadre supérieur, ingénieur	4,5			
n) employé, ouvrier, technicien	6,9			
o) femme/homme au foyer	4,5			
p) profession libérale	3,8	27,6	28,9	31,3
Total	100 %	100 %	100 %	100 %

#### Objet de recherche des usagers 2002 (en salle de lecture, par téléphone et par écrit) :



	2002	2002	2001	2000
a) généalogie	32,8			
b) héraldique	4,1			
c) histoire de ma maison	3,2			
d) histoire de ma commune/ma région	5,1	45,2	49,9	54,2
e) histoire générale : préhistoire et antiquité (jusqu'au V <sup>e</sup> s.)	0,5			
f) histoire générale : moyen âge (VI <sup>e</sup> s.-1536)	3,3			
g) histoire générale : Ancien Régime (1536-1798)	4,8			
h) histoire générale : Révolution vaudoise et période de l'Helvétique (1798-1803)	2,3			
i) histoire générale : XIX <sup>e</sup> s.	4,6			
j) histoire générale : XX <sup>e</sup> s.	11,6	27,1	35,0	32,1
k) histoire de l'art, architecture	4,6			
l) géographie, urbanisme	2,9	7,5	9,0	8,9
m) usage administratif (consultation par l'administration)	3,9		[dans j]	[dans j]
n) délivrance d'une copie d'acte officiel (acte notarié, jugement, extrait du Registre foncier, etc.)	11,2	15,1	[dans j]	[dans j]
o) archivistique (métiers, techniques, bâtiments, etc.)	2,7			
p) autres	2,4	5,1	6,1	4,8
Total	100 %	100 %	100 %	100 %

Motivation de la recherche 2002 (en salle de lecture uniquement) :

	2002	2002	2001	2000
a) études, formation	23,2	23,2	22,1	21,9
b) enseignement	2,5			
c) recherche dans le cadre de l'activité professionnelle, autre que l'enseignement	19,6			
d) recherche pour le compte de l'administration	1,8			
e) programme d'occupation pour chômeur	1,8	25,7	27,6	27,4
f) loisirs	51,1	51,1	50,3	50,7
Total	100 %	100 %	100 %	100 %

La part des lecteurs écoliers/étudiants ou retraités (respectivement + 1,2 % et + 1,7 %, pour un total de 48,2 %) a continué à progresser par rapport à celle des personnes engagées dans la vie professionnelle (51,8 %). On se rapproche de la parité.

En ce qui concerne les objets de recherche, l'augmentation très importante des demandes de délivrance de copies d'actes officiels (en particulier : actes notariés, jugements de divorce, certificats d'héritiers, extraits du Registre foncier), ainsi, dans une moindre mesure, que celle des demandes de dossiers par l'administration, ont amené les ACV à créer deux nouvelles rubriques statistiques, qui totalisent d'ores et déjà 15,1 % des consultations (auparavant, ces recherches étaient comptées, la plupart du temps, dans la catégorie

"20° s."). Cette évolution a été provoquée, pour l'essentiel, par les versements d'archives officielles très nombreuses et relativement récentes qui se sont multipliés ces dernières années, du fait des multiples restructurations de l'administration et de l'Ordre judiciaire. La charge de travail supplémentaire qui en résulte pour les ACV peut être estimée à environ un mois et demi de travail pour une personne.

## **11.2. Groupes**

La salle de conférences des ACV a été particulièrement sollicitée en 2002, accueillant 66 (42) séances de différents groupes, totalisant 1'269 (651) personnes.

Elle a notamment été mise à disposition pour 16 cours ou séminaires d'histoire et d'histoire de l'art de l'Université de Lausanne et de gymnases vaudois, 3 cours de la Haute Ecole de Gestion de Genève - Département information et documentation, 1 cours d'introduction pour les apprentis assistants en information documentaire romands, 12 cours de la Protection des biens culturels de la Protection civile et 8 cours de l'association Connaissance 3 (consacrés à la généalogie), ainsi que pour des séances de la Commission cantonale de nomenclature, de la Société vaudoise d'histoire et d'archéologie, et du Cercle vaudois de généalogie.

29 (14) groupes totalisant 585 (274) personnes ont participé à des visites commentées des ACV, parmi lesquels, outre une partie des participants aux cours mentionnés ci-dessus, des personnes inscrites à l'Université populaire de Lausanne, des représentants de l'Ecole normale de Lausanne, les anciens diplômés de l'Ecole de commerce de Lausanne, le Forum "Elle", le Mouvement senior de la Section vaudoise du Touring-Club suisse, des écoliers du passeport-vacances. A ces chiffres doivent être ajoutées les 400 personnes qui ont visité les ACV lors de la journée portes ouvertes organisée le 16 novembre, dans le cadre de la Journée suisse des Archives (voir section 13.1.).

## **11.3. Documents consultés**

35'003 (29'532) documents ont été consultés, dont 6'069 (4'593) microfilms. Par rapport à la consultation moyenne depuis 1995, le premier chiffre est en hausse d'un peu plus de 10 % et le second, qui concerne avant tout les microfilms des registres paroissiaux et de l'état civil utilisés par les généalogistes, de plus de 50 %.

## **11.4. Documents prêtés**

79 documents ont été prêtés pour consultation aux services/offices de l'administration ou aux donateurs/déposants de fonds privés.

Des documents des ACV ont été prêtés pour les besoins des expositions ou émissions suivantes :

- *Aventicum. Ville en vues* (Musée romain d'Avenches)
- *Benjamin-Samuel Bolomey (1739-1819). Un peintre suisse à la cour du Prince Guillaume V d'Orange* (Musée national suisse, Prangins)
- *Géa Augsbourg. La vie au bout du crayon* (Musée historique de Lausanne)
- *Preuve par l'image. La photographie en quête de vérité* (Fondation Claude Verdan-Musée de la main, Lausanne)

- *Chaplin. Les années suisses* (documentaire produit par les télévisions DRS, TSR et TSI).

## **11.5. Reproduction de documents pour le public**

Le photographe privé agréé par les ACV a réalisé pour les usagers : aucun (2) microfilm 35 mm, 53 (99) photocopies d'après microfilm (pour les documents non photocopiables) et 240 (178) reproductions photographiques (noir-blanc, couleur et digitales).

243 (67) documents (notamment des plans d'architectes) ont été confiés pour reproduction, commandée par des usagers, à des ateliers privés spécialisés.

Le personnel des ACV a délivré 9'394 (9'555) photocopies aux usagers.

Les lecteurs ont réalisé eux-mêmes, sur les appareils mis à leur disposition, 11'310 (10'773) copies d'après les microfilms des ACV.

Le transfert aux ACV, ces deux dernières années, de tous les onglets des actes des notaires encore conservés par les ex-Tribunaux de district, puis de l'ensemble des archives des Justices de paix (contenant notamment les affaires de successions et de tutelles) jusqu'en 1970 environ, ont fait augmenter considérablement le nombre de demandes de délivrances de copies certifiées d'actes officiels : 228 en 2002. Les registres des ex-Tribunaux de district (jugements de divorce, influençant le calcul des rentes AVS) et ceux des Registres fonciers figurent parmi les autres types de documents dont des copies sont le plus régulièrement sollicitées. A cela s'ajoutent les demandes de prêts de dossiers par les services de l'administration, par exemple l'Office du Tuteur général et la Police cantonale : 79 au total en 2002. Cette gestion de documents relativement récents, qui décharge d'autant les services et offices producteurs, constitue une charge supplémentaire non négligeable pour les ACV.

## **12. Collaborations professionnelles**

### **12.1. Collaborations professionnelles au niveau cantonal**

Les ACV ont rempli leur mission de conseil et d'assistance aux Archives communales, en collaboration avec l'Association vaudoise des archivistes (AVA), notamment par des visites auprès de celles-ci et par l'organisation de cours.

Elles ont fourni du matériel de conservation non-acide à diverses Archives communales et à d'autres institutions du canton.

Elles président le groupe de travail pour la future publication du *Panorama des Archives communales vaudoises* (projet 2003).

Elles participent aux activités de l'AVA, dont M. Pictet est membre du comité et M. Gilliéron vérificateur des comptes.

Elles accueillent, pour des stages d'archivistique de deux mois en 2<sup>e</sup> année et de 1,5 mois en 3<sup>e</sup> année, les apprentis assistants en information documentaire de la Bibliothèque cantonale et universitaire de Lausanne.

En partage avec les Archives de la Ville de Lausanne et les Archives du Comité international olympique, les ACV reçoivent des jeunes filles et jeunes gens intéressés par le domaine de l'information documentaire, pour des stages d'orientation professionnelle d'une semaine au total.

Elles accueillent temporairement des documents provenant d'autres Archives, pour consultation prolongée par des chercheurs de la région ; par réciprocité, elles confient certains documents à leurs collègues.

Elles ont participé, aux côtés des Archives de la Ville de Lausanne, du Musée cantonal d'archéologie et d'histoire et du Délégué cantonal à Expo 02, à l'accueil à Lausanne et à l'élargissement de l'exposition itinérante *expos.ch : présenter la Suisse ? : les expositions nationales*, dont le concept est dû aux Archives fédérales suisses. C'est sous le titre *La Suisse en exposition* qu'une expo des expos a ainsi été présentée à l'Espace Arlaud, du 5 février au 16 mars, où elle a été vue par 880 personnes.

M. Coutaz a été réélu, pour une durée de 4 ans, à la présidence de l'Association du patrimoine naturel et culturel du canton de Vaud (APAV), au sein de laquelle collaborent les différentes institutions vaudoises (bibliothèques, musées, archives, etc.) en charge du patrimoine naturel, documentaire ou artistique du canton. Il a participé activement au lancement d'un annuaire électronique des acteurs du patrimoine (délai de parution : avril 2003) et pris les premiers contacts pour la rédaction du N° 6 de *Documents*.

MM. Coutaz et Favez participent, à titre généralement privé, aux travaux de plusieurs associations culturelles ou sociétés savantes cantonales (voir le chapitre 7.9)

MM. Coutaz et Gilliéron ont fait partie du groupe de travail DECFO (Définition, évaluation et classification des fonctions) mis sur pied par le Service du personnel de l'Etat de Vaud pour le domaine de l'information documentaire (archives, bibliothèque et documentation), dans le cadre de la "Démarche métiers" de l'administration cantonale vaudoise.

La salle de conférences des ACV abrite les séances de la Commission cantonale de nomenclature, à laquelle M. Favez prête son assistance. Elle est mise à la disposition des professeurs de l'Université de Lausanne ou d'autres institutions d'enseignement qui souhaitent y donner des cours ou séminaires illustrés par des documents originaux conservés à La Mouline. Elle accueille aussi des cours ou séances de différentes associations (voir section 11.2.).

## **12.2. Collaborations professionnelles au niveau national**

M. Coutaz, président jusqu'en septembre 2001 de l'Association des archivistes suisses (AAS), a conservé la direction du groupe de travail "Répertoire des termes de l'administration à l'usage des Archives suisses", publié en 2002, et participe au groupe de pilotage "Archivage électronique" créé par l'Association.

Il fait partie du Comité scientifique du Certificat de formation continue en archivistique organisé par l'Université de Lausanne, en collaboration avec celles de Berne et de Genève, et qui a débuté en octobre 2002. Il y participe également comme enseignant occasionnel, tandis que le nouvel archiviste des ACV, M. Guisolan, suit l'ensemble de la formation (4 modules, jusqu'au printemps 2004, totalisant 200 heures de cours).

Il assure la présidence du comité scientifique de la Fondation des archives historiques de l'Abbaye de Saint-Maurice et il est membre du Conseil de ladite fondation.

M. Pictet est membre de la Commission de coordination (entre Archives fédérales et Archives cantonales) de l'AAS, qui a pour mission d'élaborer des directives en matière d'archivage dans les domaines intéressant à la fois la Confédération et les cantons.

Les ACV ont pris part aux diverses réunions de l'AAS et du Forum des archivistes genevois.

### **12.3. Collaborations professionnelles au niveau international**

M. Coutaz a été l'invité de la Section des Archives municipales de l'Association des archivistes français, pour donner une conférence lors du 6<sup>e</sup> colloque organisé par celle-ci sur le thème "Archives et intercommunalité : nouveaux territoires, nouvelles pratiques", à Dunkerque, du 9 au 11 octobre 2002.

En ce qui concerne l'accueil à Lausanne, en septembre 2003, du 4<sup>e</sup> colloque des archivistes de l'Arc alpin occidental, M. Coutaz, président du comité scientifique et d'organisation, a poursuivi ses contacts. Les surcharges de calendriers rendent cependant incertaine la tenue de ce colloque en 2003.

## **13. Relations publiques et activités diverses**

### **13.1. Relations publiques**

Les ACV ont fait l'objet d'un *Droit de visite* (émission de la Télévision de la région lausannoise, TVRL, 18-22 février) et de plusieurs relations dans la presse écrite (réouverture des locaux, *24 heures*, 19-20 janvier ; portrait du travail de l'archiviste, *La Liberté*, 30 mars, et *Le Courrier*, 2 avril ; visite des ACV par les seniors du Touring-Club du canton de Vaud, *Touring*, 9 mai). M. Coutaz a participé à l'émission de radio d'Espace 2, *Entre instant et éternité : la fabrique de l'histoire*, le 25 juin (journaliste : Christian Ciocca).

Les ACV ne disposant d'aucune salle d'exposition, elles ont recours aux diverses vitrines placées dans la façade extérieure voisine de l'entrée, dans le hall de réception et dans la salle de lecture, pour informer les usagers sur leurs activités et sur les fonds qu'elles conservent, ou pour les sensibiliser à certains problèmes, notamment de conservation et de restauration. Les vitrines extérieures présentent les diverses fonctions des ACV, sous le titre général *A votre service*. Celles du hall ont abrité un reportage photographique de M. Moratal, intitulé *Un bâtiment en mutation* et consacré aux importants travaux de transformation effectués d'octobre à décembre 2001 aux ACV (réaménagement complet des espaces publics, installation d'un nouveau système de chauffage et ventilation).

Dans le cadre de la Journée suisse des Archives (16 novembre), les ACV ont organisé une journée portes ouvertes, avec diverses animations parmi lesquelles plusieurs conférences. 400 personnes ont profité de cette opportunité de découvrir ou de redécouvrir les locaux des ACV. L'événement a été couvert par la presse écrite et télévisuelle.

L'accueil de groupes de visiteurs est mentionné dans la section 11.2. (consultation et utilisation des archives). Il s'inscrit cependant aussi dans la politique générale d'information des ACV sur leurs prestations de sauvegarde et de communication du patrimoine historique vaudois. Il vise entre autres à favoriser les dépôts ou les dons de fonds d'archives privés.

La mise à disposition de la salle de conférences pour des cours ou séminaires de divers groupes ou institutions, dont l'Université de Lausanne, est citée dans la section 11.2., mais participe aussi de l'animation culturelle et de la sensibilisation à la sauvegarde du patrimoine, dans la mesure où les archivistes et le personnel technique sont amenés à présenter leurs activités et à faire visiter le bâtiment.

### **13.2. Participation à des sociétés**

M. Coutaz est membre du Curatorium de l'Helvetia Sacra, ainsi que du département Recherche fondamentale de la Société suisse d'histoire.

Il est président de la Société vaudoise d'histoire et d'archéologie (SVHA), qui a fêté en 2002 le centenaire de sa création (elle a été fondée le 3 décembre 1902).

Il est membre des comités de l'Association pour le Château de Chillon, du Musée militaire vaudois (Morges) et de la Fondation vaudoise du patrimoine scolaire (Yverdon-les-Bains).

Il a été membre du groupe de pilotage du Guide Gallimard consacré à la ville de Lausanne, qui a paru en décembre 2002.

Il a siégé à plusieurs reprises au sein du groupe de travail pour l'édition d'un cédérom sur la cathédrale de Lausanne.

Il est membre fondateur du Groupe ETHNO.DOC, qui se consacre à la publication de témoignages de personnages connus ou inconnus apportant un éclairage original sur certains aspects de la société et de la vie quotidienne, de travail ou de loisir. En 2002, un texte a pu être publié par les Editions d'en Bas, à Lausanne, partenaire du projet.

M. Favez est membre du comité du Cercle vaudois de généalogie (avec représentation du Cercle aux séances du comité de la SVHA).

### **13.3. Publications et conférences**

M. Coutaz a publié les contributions suivantes en 2002 :

- "Quel avenir pour les archives médicales ? Réflexions autour des données nominatives", dans *Revue médicale de la Suisse romande*, 122, 2002, pp. 55-58

- "L'informatique nous rendra-t-elle amnésiques ?", dans *24heures*, 26 mars 2002, p. 2

- "Une démarche originale en matière patrimoniale dans le canton de Vaud", dans *Arbido* 6/2002, pp. 18-20

- "Un certificat de formation continue universitaire en archivistique : pourquoi et pour qui faire ?", dans *Arbido* 7-8, 2002, pp. 9-13

- *Répertoire des termes utiles aux archivistes suisses / Verzeichnis nützlicher Begriffe für Schweizer Archives* (dir.), Chavannes-près-Renens, 2002, 72 p.

- *Lausanne et le Léman* (Gilbert Coutaz, membre du comité d'experts et auteur des chapitres "Chronologie", pp. 26-31 et "La vigne et le vin", pp. 52-53), Paris, 2002, 231 p. (Guides Gallimard, Les Encyclopédies du voyage/Etranger)

- "Le pouvoir exécutif et administratif dans les constitutions vaudoises (1803-1885)", dans *Les constitutions vaudoises 1803-2003. Miroir des idées politiques*, Lausanne, 2003, pp. 55-98 (Bibliothèque historique vaudoise, No 123)

- Compte rendu de : Anne de Mondenach, *La mission héliographique. Cinq photographes parcourent la France en 1851*, Paris, Centre des monuments nationaux / Monum, 2002, 320 p., dans *Revue historique vaudoise* 2002, pp. 175-178

- "Glâtures bibliographiques sur Jean Villard-Gilles", dans *Revue historique vaudoise* 2002, pp. 182-184.

M. Coutaz a expertisé, comme conseiller scientifique du canton de Vaud pour le *Dictionnaire historique de la Suisse*, 47 articles (825 lignes).

Il a donné des conférences sur les thèmes suivants : "Préservation et conservation aux ACV" (cours de M. Andrea Giovannini, 12 mars) ; "Rôle et défis des ACV" (Université populaire, 8 mai) ; "Prévention en cas de sinistre, une démarche obligée et collective"

(Journée nationale de l'Association des restauratrices et restaurateurs suisses, La Chaux-de-Fonds, 14 juin) ; "Impact de la nouvelle loi sur l'information sur la gestion des archives" (séminaire du Centre d'éducation permanente de la fonction publique, animé par le vice-chancelier de l'Etat de Vaud, 4 septembre).

M. Favez a signé plusieurs communications et articles de caractère généalogique pour le *Bulletin généalogique vaudois* et les *Nouvelles du Cercle vaudois de généalogie*, dont il anime en outre les réunions des membres.

Il a publié, en collaboration avec Anne Hofmann, "Quelques Vaudois de l'extérieur", dans *Vaud sous l'Acte de Médiation 1803-1813*, Lausanne, 2002, pp. 60-67 (Bibliothèque historique vaudoise, N° 122).

Il a également signé deux comptes rendus dans la *Revue historique vaudoise* 2002 : François Vallotton, *L'Hermitage. Une famille lausannoise et sa demeure*, Lausanne, 2001, 145 p. ; *Un Léman suisse. La Suisse, le Chablais et la neutralisation de la Savoie*, textes réunis par Gérard Delaloye, Sion et Yens-sur-Maorges, Cabédita, 2002, 134 p.

Il a prononcé des conférences sur : "Recherche généalogique en Suisse" (Section du Doubs du Centre d'entraide généalogique de Franche-Comté, Besançon, 30 mai) ; "Emigration du Jura en Pays de Vaud" et "Patronyme et mythe des origines" (Section du Jura du même Centre, Lons-le-Saulnier, 28 juin). Il a participé à Généalogie à travers le Jura (23-24 mars, Couvet) et aux 7<sup>e</sup> Rencontres généalogiques des provinces de Savoie (6 octobre, Ugine).

M. Gilliéron a présenté le métier d'archiviste, le 7 mars, dans le cadre du Forum Horizon 2002, organisé à l'Université de Lausanne.

M. Guisolan a publié :

- avec Denis Knubel et Laurent Knubel, *Bataillon 15. Histoire d'un corps de troupe fribourgeois. Des origines à la grève générale (1875-1919)*, Bulle, 2002, 289 p.

- "L'histoire du bataillon 15, tranches de vie (1874-1919)", dans *Fribourg Illustré*, 7, 12 avril 2002, p. 46

Il a rédigé 19 notices biographiques d'officiers de l'Etat-major général pour le *Dictionnaire historique de la Suisse*.

Il a donné une conférence intitulée "Aperçu du corps des officiers d'Etat-major général 1945-1966", le 12 mars, devant la frac EMA 208.0 Archives de l'armée.

M. Pictet a rédigé :

- "Les Archives sous la Médiation : vers la constitution de la Mémoire cantonale", dans *Vaud sous l'Acte de Médiation 1803-1813*, Lausanne, 2002, pp. 344-350 (Bibliothèque historique vaudoise, No 122)

- Compte rendu de : Marcel Paccaud, *Le Sentier, pas à pas*, Le Brassus, 2002, 240 p., dans *Revue historique vaudoise*, 2003 (à paraître)

Il a présenté une conférence sur le thème "Gestion des archives administratives et évolution de la profession d'archiviste : vers des solutions renouvelées", lors de la séance du 17 avril du Groupement des secrétaires municipaux de Lavaux.